

Arrêté temporaire n°2025-0240  
Portant réglementation du stationnement

Rue Henri Briffaut

Le Maire de Wattrelos,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté du 25 février 2021 portant délégation de fonction et de signature du Maire à la Première Adjointe, chargée du Personnel, des Relations Sociales et des Politiques Contractuelles

VU la demande en date du 22/04/2025 émise par DARRAS Clarisse aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement

**CONSIDÉRANT** qu'un déménagement rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 02/05/2025 au 03/05/2025 Rue Henri Briffaut

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 02/05/2025 et jusqu'au 03/05/2025, le stationnement des véhicules est interdit de 08 h 00 à 18 h 00 Rue Henri Briffaut du n°98 au n°102. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de déménagement. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

**Article 3**

M. le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Wattrelos, le 22 avril 2025

Pour le Maire,

Madame l'Adjointe

Adjoint suppléant



Myriam DE SMEDT

Myriam DE SMEDT



**DIFFUSION:**

- DARRAS Clarisse
- M. le Directeur Général des Services
- M. le Directeur d'ESTERRA
- SDIS Prévision Tourcoing
- KEOLIS
- Police Nationale Roubaix

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*